

Article dans Option Finance Mai

Brexit, an un

Un long chemin a commencé il y a un an à peine, et l'histoire promet d'être longue, et assurément pleine de rebondissements. Cette saga aura des conséquences sur les investissements en Angleterre et en Europe, n'est ce pas le moment d'y songer ?

La saga politique a surpris plus d'un électeur britannique avec la disparition de la scène des grands acteurs d'avant, David Cameron, Boris Johnson et même Nigel Farral. Theresa May a elle aussi surpris, car elle ne s'était pas affichée dans le camp du Brexit et la tonalité de ces propos "anti privilégiés" au congrès de cet automne ont été sévères. Elle a besoin d'une majorité et les travaillistes sont en mauvaise posture. Les élections prochaines sont de bonne tactique.

L'enjeu économique apparaît de plus en plus visible. Les liens distendus avec l'Union Européenne et les longues négociations pour des accords improbables vont dissuader l'investissement étranger direct. Le Brexit bénéficiera ainsi à d'autres villes et d'autres pays de la Communauté. Certains acteurs internationaux ne peuvent prendre le risque d'attendre, même si le vrai début sera en 2019. Ils s'y préparent maintenant, comme deux banques américaines viennent de le montrer.

L'Europe de son côté ne peut ignorer un septième du PNB de l'ensemble européen. Certains secteurs comptent sur les consommateurs britanniques et seront attirés par de nouveaux avantages fiscaux là bas. Tout ne sera pas mauvais dans le royaume. Le futur pourrait être certes radieux, mais le chemin pour y parvenir restera longtemps incertain.

Les réalités de l'investissement vont se préciser, dont une prime de risque sur les activités liées à l'Angleterre; la solidarité nationale, notamment des fonds de pension britanniques, aujourd'hui diversifiés internationalement à hauteur de 20%, pourrait provoquer des rapatriements. La livre, qui a déjà baissé de 15%, pourrait encore subir des pressions baissières tant le déséquilibre commercial est fort et les investissements directs mal orientés. L'inflation n'aidera pas à maintenir les taux bas longtemps et, si les taux montent, l'immobilier, déjà en danger à Londres, pourrait souffrir sur l'ensemble du pays. La désynchronisation devrait toutefois apporter une diversification utile. Le moment venu, il sera temps de réinvestir.